



## PRÉSENTATION

# LA TRAJECTOIRE DU JAPON

On ne saurait reprocher à *The Economist* de négliger le Japon. Bien avant la confirmation apportée en octobre 1964 par les Jeux Olympiques de Tokyo, il avait signalé la renaissance du phénix. Par la suite, l'hebdomadaire consacrera des dossiers admiratifs à l'envol de l'oiseau fabuleux, aux différentes facettes et étapes du « miracle » économique, sans pour autant ignorer la vie politique si particulière de l'archipel, ni les mutations sociales, ni l'évolution des mentalités et des comportements, ni même le mouvement artistique et encore moins l'insertion internationale du « deuxième Grand ». « *Must Japan slow* » – « le Japon doit-il ralentir ? » –, supplément paru le 23 février 1980, en est un exemple parmi d'autres. Mais, durant le second lustre des années 1980, alors que les titres proliféraient à l'étranger qui décrivaient l'étreinte mortelle du samouraï et annonçaient que celui-ci supplanterait prochainement le cow-boy américain, *The Economist* s'inquiétait des dérives du « système » et dans un livre publié en 1989, à la veille de l'éclatement des bulles foncière et financière, son correspondant, Bill Emmott, rappela que « le soleil se couche aussi ». Le 8 octobre 2005, le même auteur, promu entre temps rédacteur en chef, signa un autre dossier, volontairement intitulé « *The sun also rises* », « le soleil se lève aussi », pour démontrer que l'éclipse était terminée.

Cette perspicacité incite à prêter attention à l'analyse qui y est développée, d'autant que l'hebdomadaire est devenu, en même temps qu'une publication transatlantique, le prescripteur du monde occidental, c'est-à-dire la référence et le maître à penser de la mondialisation libérale, de la création de valeur par et pour les actionnaires, de la déréglementation des marchés et de la flexibilité de celui du travail en particulier, de l'État modeste, de la « bonne gouvernance » aux différentes échelles des entreprises, des politiques macro-économiques et de la gestion de la planète, du « nouveau siècle américain » enfin, avec la conviction inébranlable que lui permettent un réseau mondial de correspondants, l'élégance du style, l'assurance aussi, qui s'enseigne dans les *public schools* de Sa Gracieuse Majesté et s'entretient sur les places financières. Après une longue décennie de déflation, rythmée par des reprises



avortées, les indicateurs économiques sont désormais positifs et, plus important, les « fondamentaux » laissent prévoir une expansion forte, solide et durable. C'est que non sans lenteurs ni tergiversations, le « système japonais » s'épure de ses canards boiteux, de ses procédures et de ses instances corporatistes, de ses pratiques collusives, pour adopter les règles libérales. La transformation aurait dû être plus rapide, elle reste incomplète mais est désormais irréversible. De fait, elle se traduit également par un « retour du politique », indispensable à la solution des blocages systémiques, laquelle exige le dépassement du factionnalisme, des complaisances et autres maquignonnages. *Last but not least*, elle s'accompagne à l'échelle internationale d'un double phénomène, l'affirmation de l'archipel et de ses ambitions, mais dans le cadre d'un resserrement, d'un approfondissement et d'un élargissement de l'alliance avec les États-Unis. Pour cette triple raison et sur ces trois plans, le Japon tend à devenir une « puissance normale » (*futsu no kuni*).

Il aurait été présomptueux de vouloir tout embrasser. Des aspects importants ne seront abordés que de façon allusive, qu'il s'agisse par exemple de la place des femmes, du vieillissement accéléré de la population, de l'immigration, de l'aide publique au développement ou de la gestion de l'espace : campagnes, urbanisme, aménagements et déséquilibres territoriaux. Il a paru par contre judicieux d'associer deux articles généraux, l'un sur l'évolution du modèle japonais en relation avec les mutations que connaît l'Asie orientale, l'autre sur la politique intérieure et extérieure du pays, à des études approfondies sur des questions peu souvent abordées – politique et religion –, ou négligées à tort aujourd'hui – le mouvement ouvrier et social, à partir des interrelations entre syndicats et luttes contre la pollution – ou au contraire intensément débattues dans l'archipel mais fort mal connues à l'extérieur, à savoir les relations avec la République Populaire Démocratique de Corée. Si la problématique est la même – suivre et comprendre la trajectoire du Japon –, il n'était pas question d'imposer une grille unique de lecture.

Comme il se doit, l'ordre japonais des noms de personne est respecté, le nom de famille suivi du nom personnel, à l'instar de ce qui se fait à propos de la Chine, de la Corée ou du Vietnam. Par contre, pour des raisons de simplicité, la distinction entre les voyelles brèves et les voyelles longues ne sera pas faite (sauf dans la contribution consacrée aux influences des organisations religieuses sur la politique), bien qu'il ne soit pas indifférent de savoir que Kyôto n'est pas Tôkyô en verlan.